

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
9 janvier 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre du 19 décembre 2014, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Conseil  
d'administration de la Commission d'indemnisation  
des Nations Unies**

J'ai le plaisir de soumettre, en ma qualité de Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, mon rapport sur les résultats des travaux de la quatorzième session extraordinaire qui s'est tenue le 18 décembre 2014 afin d'étudier la demande de report temporaire formulée par l'Iraq en ce qui concerne l'obligation qui lui est faite, en vertu de la résolution 1956 (2010) du Conseil de sécurité, de verser au Fonds d'indemnisation 5 % du produit de toutes les ventes à l'exportation de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel et 5 % de la valeur de tout paiement non monétaire au titre du pétrole, des produits pétroliers et du gaz naturel aux prestataires de services, à moins que le Gouvernement iraquien et le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, exerçant son autorité sur les moyens permettant de s'assurer que les montants requis sont versés au Fonds d'indemnisation, n'en décident autrement.

Se fondant sur des projections récentes, le Conseil d'administration prévoyait que le solde à payer au Koweït, qui s'élève à 4,6 milliards de dollars, serait intégralement acquitté d'ici à la fin de 2015, ce qui aurait mis un terme au mandat de la Commission d'indemnisation. Toutefois, les membres du Conseil d'administration ont estimé, lors de leur examen de la demande de l'Iraq, que le pays traversait actuellement une crise sur le plan de la sécurité particulièrement difficile et coûteuse et lui ont exprimé toute leur solidarité.

Après un examen attentif de la demande, le Conseil d'administration a adopté la décision 272 (2014), par laquelle il reporte au 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'obligation pour l'Iraq de verser au Fonds d'indemnisation 5 % des produits pétroliers et 5 % de la valeur de tout paiement non monétaire aux prestataires de services. Les versements trimestriels au titre des indemnités non encore réglées reprendront donc en 2016, conformément à la décision 267 (2009) du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration a également accédé à la demande de l'Iraq tendant à ce que les sommes versées au Fonds d'indemnisation depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2014 soient restituées au Gouvernement iraquien.

Au moment de l'adoption de cette décision, le Conseil d'administration a félicité le Koweït pour la souplesse et la sollicitude dont il a fait preuve à l'égard des demandes formulées par l'Iraq.



S'il est convenu du report demandé, le Conseil d'administration a toutefois tenu à garantir que l'intégrité de la Commission d'indemnisation serait préservée et que ses précédentes décisions, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, seraient respectées. Comme l'énonce la décision, le Conseil d'administration a insisté sur l'importance de parvenir à un règlement dans les meilleurs délais du solde des indemnités non réglées et à un achèvement progressif et en bon ordre des travaux de la Commission d'indemnisation. À cet égard, le Conseil d'administration a salué l'engagement pris par l'Iraq de régler l'intégralité du solde desdites indemnités.

Le Président du Conseil d'administration  
(Signé) John **Quinn**

---